

Déclaration liminaire FSU au CTSD

du 25 janvier 2022

Sur le site Our world in data, la comparaison des évolutions du nombre de cas quotidiens positifs au Covid-19 en Europe place la France en tête parmi les autres pays européens. Cet article vient étayer s'il le fallait, les propos que la FSU tient depuis des mois, ainsi que ceux énoncés le 30 décembre dernier dans son alerte sociale, et encore ceux tenus jeudi dernier face au préfet de la Sarthe. Selon cet article nous connaissons un nombre record de contaminations : au 20 janvier, la moyenne hebdomadaire des nouveaux cas enregistrés chaque jour atteint 337 446 en France, quand le deuxième pays, l'Italie, affiche 180 373 tests positifs. Le Royaume-Uni et l'Allemagne plafonnent, quant à elles, à 92 000 et 90 000 nouvelles contaminations quotidiennes. Les autres suivent loin derrière. ». La France se distingue donc dramatiquement parmi les pays composant l'Europe.

Hajo Zeeb, professeur d'épidémiologie à l'université de Brême, en Allemagne, fait l'hypothèse que « cela vient des chances que laisse la France au virus de circuler ». Cette différence de la France avec les autres pays européens vient invalider les discours d'auto-satisfaction de notre ministre, du gouvernement, et du chef de l'État. La FSU ne se trompe pas quand elle pointe leur responsabilité politique. Mais elle ne se trompe pas non plus en disant que cette responsabilité implique aussi les autorités locales lorsqu'elles n'éclairent pas le niveau national des constats perceptibles sur le terrain, notamment décrits par les organisations syndicales. Nous pensons en disant cela aux propos entendus de la part de votre prédécesseuse, M le Directeur Académique, il y a maintenant quelques mois, qui décréait et répétait, à la suite du ministre, qu'aucune contamination n'avait lieu dans les écoles et établissements.

Le professeur Gilles Pialoux, Chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital Tenon, à Paris, voit trois explications à cette récente explosion de cas positifs en France, qui conduit son service à « voir le stock de malades continuer d'augmenter, malgré toutes les paroles lénifiantes ».

- Première explication : « il y a une baisse de l'adhésion aux gestes barrières, amplifiée par la politique du gouvernement de tout miser sur le vaccin, encore illustrée par les annonces de Jean Castex, jeudi 20 janvier. »

La FSU, dans l'audience en préfecture de jeudi dernier, consultable sur notre site, s'inquiète de la banalisation du virus dans les esprits, chacun-e se demandant non pas s'il ou elle sera contaminé, mais quand il ou elle le sera. La FSU dénonce la responsabilité du discours officiel en ce sens, qui, sans qu'aucune mesure de sécurisation sérieuse ne soit prise, maintient comme un mantra l'idée d'école ouverte. Pour la FSU, favorable au maintien ouvert de l'école, cette position ne doit pas être maintenue sans une évaluation scientifique permanente et une sécurisation suffisante des élèves et personnels.

- Deuxième explication donnée par le professeur Pialoux à cette contamination française exceptionnelle : « le taux hallucinant de circulation observé chez les enfants, avec une augmentation de 56 % en semaine 2 des contaminations, juste après la rentrée. C'est considérable d'après le scientifique. Leurs parents sont ensuite les premiers touchés, par l'intermédiaire des clusters familiaux. Puis, tous les autres. ». Cette explication est aussi privilégiée par le conseil scientifique, dans son dernier avis, daté du 19 janvier qui dit : « La cinquième vague, liée au variant Omicron, demeure à un niveau très élevé au niveau national, avec un regain épidémique possiblement lié à la reprise de la vie scolaire ».

La FSU évoque depuis la rentrée de janvier une école « nurserie du virus ». La formule s'appuie bien sur une réalité scientifique. Et de fait la FSU exprime que dans cette situation, au-delà

des 10 % de classes fermées, l'essentiel des classes ouvertes le sont de façon totalement désorganisée, au point qu'on peut estimer l'école de fait à l'arrêt par rapport à sa fonction première d'enseignement.

- Troisième hypothèse du professeur Pialoux dans le statut de championne des contaminations de la France, « l'incapacité à entendre autre chose que l'idée rassurante qu'Omicron n'est pas si méchant, que ce "gros rhume" va nous offrir l'immunité collective, et qu'on a évité le pire ». Le scientifique témoigne pourtant que la tension hospitalière demeure forte, que la réanimation est encore essentiellement occupée par des patients atteints du] Covid, Delta et Omicron, que certains meurent, que des opérations ont été reportées. Il conclut que ce propos lénifiant empêche la population de prendre conscience du risque réel, et que cela participe du maintien de ce haut niveau de contamination qu'il craint encore sur ce haut plateau pour quelques semaines.

La FSU, toujours lors des dernières audiences, qualifie d'imprudente la politique menée, et souligne que la version officielle rassurante portée par les ministres minore tout un pan de la recherche qui est beaucoup moins optimiste.

L'écologue de l'évolution Samuel Alizon souligne qu'il y a des différences de politiques sanitaires entre pays », il souligne que l'exécutif français a fait le choix de « laisser filer l'épidémie », particulièrement chez les plus jeunes. Tous les épidémiologistes le soulignent : la France n'a pas pris de mesures véritablement fortes, ni pendant la vague Delta, ni même lorsque Omicron est venu s'y ajouter.

La FSU, y compris face au Préfet qui exprimait jeudi « ce virus nous est tombé dessus », dit depuis des mois que la situation actuelle ne peut plus être mise sur le compte d'une fatalité. Les retards répétés, les « non choix » d'avenir, tout cela est confirmé par des autorités scientifiques.

Pour l'épidémiologiste Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale (université de Genève), le constat est pourtant assez simple : le virus SARS-CoV-2 – et le variant Omicron par-dessus tout – se transmet dans les lieux clos, fréquentés, mal aérés ou mal ventilés. « Il faudrait donc les rendre aussi sûrs que les milieux extérieurs », en les équipant de capteurs de CO₂, de ventilateurs ou de purificateurs d'air. Le conseil scientifique confirme aussi de son côté que la reprise épidémique constatée depuis le 18 janvier 2022 est bien liée à une circulation très active du virus dans les écoles primaires, les maternelles, et les crèches, et qu'il conviendra d'y allouer au plus vite des moyens supplémentaires pour renforcer les protocoles sanitaires de prévention et dépistage des infections en milieu scolaire et dans les crèches. ». Le 14 janvier 2022 l'Association des Maires Ruraux de France (AMRF) sonnait l'alerte : les communes sont incitées à investir dans des capteurs de CO₂, mais les aides financières auxquelles elles sont éligibles sont parfois difficiles d'accès. Dans certains territoires, se procurer un dossier de financement relève du parcours du combattant. Il est urgent de simplifier l'accès à ce financement ».

La FSU a rappelé jeudi au préfet sa responsabilité sur ce point, face à un Conseil Départemental refusant de financer ces équipements. Le préfet n'a pas été en mesure d'annoncer autre chose qu'une insistance verbale auprès du président du Conseil Départemental. Pour la FSU cette impuissance politique est inacceptable devant de tels enjeux.

Toujours selon cet article très récent, les pouvoirs publics misent sur le fait que les couches d'immunité protectrice accumulées, grâce aux doses de vaccins et aux infections passées, finiront par faire barrage au virus. Pour l'auteur, c'est un pari non dénué de risques, d'autant qu'une nouvelle menace plane avec l'arrivée d'un nouveau sous-variant d'Omicron BA.2. Une fois encore, le virus déjoue les certitudes. La FSU alerte depuis des mois sur le fait que laisser le virus circuler nous expose à l'émergence de nouveaux dont on ne peut rien prédire sur leur dangerosité.

Rien n'est sûr, et la gestion de la santé humaine, notamment celle des enfants, devrait donc être d'envisager prudemment l'hypothèse du pire en optant d'ores et déjà vers ce qui pourrait

mettre toutes les chances de notre côté : un plan historique d'adaptation du système scolaire. : financer directement les équipements sanitaires par l'état, budgétiser des postes (pas qu'enseignants) immédiatement à hauteur des besoins, préparer une extension des locaux scolaires et périscolaires, ... En lieu et place de telles mesures, la carte scolaire avec 46 fermetures pour l'essentiel dans le rural, vient rompre le moratoire appliqué depuis le combat « pas de village sans école » de 2019. En 2016 l'Association des Maires Ruraux de France a adopté une motion sur l'école rurale, qui contestait « l'objectif de dépouillement de l'échelon de proximité au seul service de la concentration urbaine. La motion exprimait que « l'État s'enferme dans une impasse idéologique avec la volonté d'imposer un principe généralisé, consistant à fusionner toujours plus avant les regroupements pédagogiques intercommunaux (RPI), ou concentrer l'offre scolaire dans les pôles urbains en fermant toutes les écoles de moins de 4 classes ». Il semble que ce mouvement reprenne, quand il faudrait accompagner une mutation de l'école vers des effectifs allégés, vers de structures plus réduites, plus faciles à gérer tant sur le plan sanitaire que pédagogique. La balance des postes tout juste positive dans le primaire et négative dans le second degré est la marque d'une non prise en compte de la nature réelle de la situation.

La FSU dont les propos ont été constants, toujours appuyés sur des hypothèses scientifiques confirmées, est exaspérée par la gestion actuelle de l'institution scolaire, et, après un 13 janvier très mobilisé, appelle l'ensemble des collègues à se mettre en grève le 27 janvier prochain pour revendiquer d'autres conditions de travail, avec un plan ambitieux qui enfin budgétise les postes nécessaires et des salaires augmentés, notamment pour les professions les plus précarisées de l'Education Nationale